

Rapport de l'atelier

« Interdisciplinarité(s) et participation citoyenne, nouvel âge de la production de connaissance réflexion à partir d'expériences en cours »

»

Rapport :

- **Jean-Louis FABIANI**, directeur d'études EHES, philosophe et sociologue, professeur à Central European University à Vienne

Présentations :

- **Dany LAPOSTOLLE**, maître de conférences en aménagement de l'espace et urbanisme, Université de Bourgogne-Franche-Comté, MSH de Dijon,
- **Fredérick LEMARCHAND**, professeur de sociologie, Université de Caen, responsable du pôle Risque, qualité et environnement durable MRSH Caen,

Animation :

- **Philippe CASELLA**, sociologue et administration de la recherche

La référence à la participation citoyenne est devenue centrale dans l'analyse des politiques publiques, bien qu'on en reste souvent à des affirmations de principe qui ne remettent pas en cause les logiques de décision. La participation demeure souvent un adjuvant ou un lubrifiant des politiques. Il n'en reste pas moins que l'injonction à faire participer les citoyens est devenue une sorte « d'ardente obligation » qui peut à l'occasion avoir de réels effets. La participation des citoyens à la recherche scientifique pose des problèmes spécifiques : soumettre la production de savoir à l'évaluation citoyenne, c'est mettre en question, ou en suspens, la liberté académique et l'autonomie du savoir, conquis de haute lutte après de longs combats. Bien que R.K. Merton ait proclamé que la science était par essence communiste, nous continuons de réserver à la recherche l'espace de ce qu'on pourrait appeler une *scholè* contemporaine (un certain retrait du monde, la maîtrise du temps scientifique qui n'est jamais

réductible au temps politique, comme l'a amplement montré l'épidémie de Covid, et surtout le jugement par les pairs). Le régime dominant de production de savoir se caractérise donc par l'autonomie du champ dans lequel elle se déploie (la science ne doit des comptes qu'à elle-même quant à ses théories, ses choix d'objet et ses méthodes). Clairement, la situation de fait est beaucoup plus contrastée, comme en témoigne 1) le pilotage dit « par l'aval » qui a caractérisé les politiques scientifiques depuis l'après-guerre, lesquelles se sont intensifiées dans le moment néo-libéral, et : 2) le système de décision fondé sur la logique du « winner takes it all » dont l'action de l'*European Research Council* est le plus saisissant exemple (la science étant darwinienne, comme l'a dit un patron la recherche, qu'en est-il de la puissance des citoyens dans la lutte pour la survie ?). La situation des sciences humaines et sociales pose des problèmes particuliers : elles parlent du monde que tous les citoyens connaissent (ou croient connaître diraient les sociologues qui font de la méconnaissance ou de la *misrecognition* la grille d'analyse de tous les rapports sociaux). Si nous parlons du même monde, pourquoi les agents ordinaires n'en seraient pas « les meilleurs experts » comme le disait une candidate malheureuse à la présidence de la République française ? Ce serait nous priver de notre gagne-pain, mais aussi, plus sérieusement, de connaissances originales sur le monde social. Nous sommes donc, nous les chercheurs des MSH, dans une position toujours complexe, entre deux chaises : celle de la connaissance nécessairement ésotérique (car notre science est produite à partir d'un écart avec l'expérience ordinaire du monde social), et celle de la condition exotérique qui nous rend semblables à des agents sociaux ordinaires. C'est aussi pourquoi l'expert en sciences sociales se présente souvent comme un contre-expert, celui dont la mission consiste à rendre la parole aux citoyens contre les experts de la technocratie, du complexe militaro-industriel ou de toute forme de pouvoir (la voix des sans voix, ce qui n'est pas le meilleur moyen de favoriser les citoyens).

La session qu'animait Philippe Casella visait à confronter deux notions qu'on n'a pas nécessairement l'habitude de penser ensemble : l'interdisciplinarité et la participation citoyenne. « On prête beaucoup de qualités à la notion de participation » remarquait l'animateur dans son introduction. Trop peut-être, si l'on s'attache simplement aux résultats. La séance a pris une forme dialogique : Frédéric Lemarchand et Dany Lapostolle ont croisé leurs observations, privilégiant l'analyse de situations visant à créer des espaces, qu'ils nomment les tiers-lieux, qui permettent aux activités scientifiques de sortir de leur site institutionnel. Le développement de la connaissance participative s'inscrit dans ce qu'on peut nommer une crise de légitimité sociale de la production scientifique « standard ». Interdisciplinarité(s) et participation citoyenne, nouvel âge de la production de connaissance. Rien de moins. Il s'agissait clairement du plus radical des ateliers. Ambition (excessive, au sens de Jon Elster ?) qui pouvait conduire Dany Lapostolle à évoquer un possible « Mode 3 », un mode de production et non plus seulement une époque, comme dans le titre. Le mode 2 post-disciplinaire du monde néo-libéral aurait donc du plomb dans l'aile. Les années 1990 ont vu apparaître, notamment à l'occasion de l'épidémie de Sida, la figure du patient (mais aussi de ses proches) comme coproducteur de savoirs sur la maladie, non pas seulement par l'activité militante dans l'espace public, mais comme modalité de l'avancée thérapeutique. Ce n'est pas seulement la crise de la légitimité scientifique et la fatigue démocratique qui peuvent rendre compte de cette mutation, mais c'est la nature des objets auxquels les scientifiques et les agents ordinaires sont confrontés qui impose une transformation de fond : objets complexes qui accroissent le niveau de risque et d'incertitude, centralité des notions de système, de réseaux composés d'unités hétérogènes, intrusion de la justice sociale dans le débat scientifique. En proposant deux critères de classement simples, la largeur et la profondeur, Dany Lapostolle distinguait l'espace des participants (chercheurs, agents sans qualités particulières, associations, élus, membres de l'administration) d'un côté, et d'un autre côté les modes d'interaction

entre les protagonistes. A quel moment la rencontre a-t-elle lieu ? Au début de la constitution du problème, en cours de route ou en fin de processus (la restitution) ? C'est un peu l'autobus de Schumpeter : on ne cesse d'y monter et d'y descendre et la composition des passagers n'est jamais la même.

Car il faut noter que l'entreprise participative, j'y insiste parce que ce n'était peut-être pas explicite, ne constitue pas une entreprise de destruction de l'autorité scientifique pour lui substituer autre chose (par exemple une science prolétarienne ou une science des autochtones). Si Frédéric Lemarchand a insisté sur le fait que les cadres épistémologiques bachelardiens et poppériens ne suffisaient plus à rendre compte de l'activité scientifique, ce qui se discute et devra être discuté dans les phases futures de notre travail collectif (y-a-t-il une épistémologie de la participation ?), on ne peut en tirer la conséquence brutale selon laquelle il conviendrait d'en finir avec les institutions comme les MSH. La référence à un éditorial de la revue *Nature* constituait un argument de poids pour la participation : les meilleures recherches sont produites quand les chercheurs et les citoyens travaillent ensemble). Est-ce que c'est bien vrai ? Qui est alors l'instance d'évaluation ? Le tiers-lieu pointe vers l'utopie, notion revendiquée par Frédérick Lemarchand, mais le retour d'expérience montre que l'ouverture que ces expériences suscitent n'est pas synonyme de désertion de la science, de ses méthodes et de ses normes. Elles se trouvent simplement déplacées dans un autre espace. Le *living lab* est une forme creuse (peut-être une hétérotopie au sens de Foucault) et par là elle semble par avance échapper à la menace de déclin des institutions. De nouveaux objets émergent dans cette coquille vide où les scientifiques ne présentent pas par avance leurs solutions : ainsi, l'obscurité peut être constituée comme ressource ou l'on peut construire les savoirs à partir de l'expérience de la précarité. Le recours à d'autres lieux de savoir et à d'autres façons de faire émerger les objets ne suffit pas à invalider une question majeure relative à l'activité scientifique : la capacité d'une théorie à être généralisée ou à

tout le moins de permettre des changements d'échelle doit rester à l'esprit en permanence. La notion d'essaimage a été mise en avant. Elle me semble partielle et devra être retravaillée.

Les deux chercheurs ont évité l'écueil du discours programmatique ou de la théorisation trop précoce. Ils ont simplement esquissé par le croisement d'exemples ce que j'appellerais volontiers une relocalisation de l'activité scientifique. Clairement, le débat ne fait que s'ouvrir, mais il est certain qu'il a un bel avenir devant lui. Contrairement à l'imagerie radicale d'une science du peuple, d'une nuit du 4 août où les privilèges issus de la pensée des Lumières seraient abolis et le Tiers-État du savoir existerait enfin, les chercheurs invités ont montré par l'exemple plus que par le concept, que ces entreprises trouvaient leur condition de félicité dans leur capacité de s'inscrire sagement dans des réseaux institutionnels, très souvent pris à l'échelle locale, et propices au financement. J'ignore si le réseau des MSH aura une doctrine complète de la participation dans des délais raisonnables. Je suis seulement convaincu que nous en parlerons longtemps, à condition que nous associons plus clairement dans nos retours d'expérience l'interdisciplinarité dans sa factualité même et la participation citoyenne. La question de savoir si l'interdisciplinarité favorise (ou au contraire fragilise) l'ouverture à la participation citoyenne n'a pas été franchement posée. Elle doit être impérativement mise à l'agenda.